



REVUE MARXISTE

REVOLUTION

Numéro 30 / Printemps 2020 / Prix 2€ / Solidarité 3€



**LA PANDÉMIE
EST LE SYMPTÔME**

**LE CAPITALISME
EST LA MALADIE**

SPECIAL COVID-19

L'UNITÉ NATIONALE EST UNE TROMPERIE !

L'unité nationale est le nouveau mantra du gouvernement et de la plupart des partis politiques. Il est répété indéfiniment dans chaque déclaration politique, dans chaque éditorial des médias grand public, dans chaque communiqué de presse du gouvernement. Dans les situations de crise, les gouvernements impopulaires font souvent appel à ce sentiment. Ils espèrent ainsi cacher leurs propres divisions, mais surtout, ils tentent de dissimuler les véritables antagonismes de classe.

DES ŒILLÈRES

« L'unité nationale » est un slogan creux. Il n'y a pas d'unité possible entre d'un côté les patrons qui, dans de nombreuses entreprises, donnent la priorité à la poursuite de la production et de l'autre, les salariés, qui doivent travailler dans des conditions dangereuses pour leur santé. L'unité est impossible entre le personnel hospitalier qui essaie de sauver des vies avec trop peu de ressources et un ministre qui, pendant des années, a réduit les budgets de la santé. Qu'est-ce qui pourrait bien lier les caissières sacrifiées d'un grand magasin à leur direction qui ne veut pas perdre de temps dans les règles de protection de base ? Rien. L'unité nationale ressemble à des œillères que la classe dirigeante voudrait nous mettre. « Ayez confiance en nous ! Oubliez votre intérêt personnel ! Nous nous occupons du bien commun. » Plus les tensions sociales sont vives, plus la classe dirigeante pousse ce cri d'« unité nationale », pour faire passer le message : « Les différences politiques ou les antagonismes sociaux ne comptent plus. » Rien n'est plus éloigné de la vérité. Les chefs de gouvernement, les hommes politiques traditionnels et les patrons se rendent compte qu'ils sont assis sur le sommet d'un volcan qui entrera tôt ou tard en éruption. Ils essaient donc de prétendre qu'ils veulent notre bien, qu'ils existent pour veiller sur notre santé, qu'ils font tout pour nos emplois et pour notre



avenir. De cette façon, ils tentent de se mettre à l'abri de la colère populaire qui explosera tôt ou tard.

LES ERREURS DU SYSTÈME DEVIENNENT VISIBLES À L'ŒIL NU

Les situations de crise produites par des tremblements de terre, des tempêtes, des épidémies, etc., révèlent toujours de nombreuses failles d'un système. Ce qui était autrefois invisible à l'œil nu devient soudain visible. En dehors de ces crises, une loupe (ou même un microscope) est souvent nécessaire pour distinguer les défauts dans la structure de la société. La commotion sociale produite par une catastrophe a l'avantage de secouer la population et de la sortir de plusieurs années d'apathie politique.

De plus en plus de monde prend conscience que le système de santé a été sous-financé pendant des années, soumis aux intérêts du secteur privé et géré comme une entreprise industrielle. Ce sont là les signes d'une politisation à grande échelle.

PAS DE QUARANTAINE POUR LA LUTTE DES CLASSES

Avec « l'unité nationale », la classe dirigeante prétend introduire une pause dans les luttes sociales et politiques. C'est une autre escroquerie. Ce qu'elle souhaite, c'est que le mouvement syndical mette sa lutte en « quarantaine ». Entretemps, elle pourra ainsi mieux imposer son programme antisocial : c'est, entre autres, l'objectif des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement par tous les partis sauf le PTB (le Vlaams Belang s'est abstenu). En réalité, l'« unité nationale » cache une lutte de classes menée unilatéralement par les patrons. Heureusement, de nombreux travailleurs ne sont pas impressionnés par cette injonction. Sous la forte pression de la base dans les entreprises, les directions ont temporairement arrêté leurs activités économiques. Dans des dizaines de grandes entreprises, c'est grâce à l'initiative des travailleurs et de leurs délégués syndicaux que le chômage économique a été introduit. Chez Audi Bruxelles, par exemple, le syndicat socialiste du métal a menacé de faire grève.

Éditeur Responsable:

Erik Demeester, Rue Fontainas 7 - 1060 Bruxelles
Pour nous contacter: marxiste.be@gmail.com

Abonnement 5 numéros - 10€ / solidarité 15€

Versez sur IBAN BE15 0011 3702 7330
et BIC GEBABEBB avec mention 'Abo'

Dans les succursales de Brico à Bruxelles, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont pris l'initiative de fermer les magasins ; les dirigeants sont restés totalement sourds aux inquiétudes des employés. Il en va de même pour les usines de Volvo Cars et Volvo Trucks. Mardi dernier, un responsable du syndicat chrétien METEA a décrit la situation dans les entreprises comme étant « explosive ». Dans le secteur des titres-services, les syndicats, sous la pression de leurs membres, demandent la fermeture temporaire de tout le secteur. Dans la chimie, les syndicats exigent également l'arrêt de toute activité non essentielle.

Dans le secteur de la santé, les syndicats souhaitent désormais que le financement fédéral des établissements de soins de santé soit garanti et qu'il n'y ait pas de nouvelles coupes budgétaires. Le cabinet de Maggie De Block leur a donné une réponse négative. Les syndicats espéraient pourtant un geste du gouvernement après avoir « mis à disposition » le fonds blouses blanches (400 millions normalement destinés à améliorer les conditions de travail des infirmiers) pour combattre le coronavirus... Quelle naïveté ! Le nouveau gouvernement Wilmès reste dans la continuité des politiques d'austérité des gouvernements précédents.

SYNDICATS, IMPOSEZ L'ARRÊT DES ACTIVITÉS NON ESSENTIELLES !

Le mouvement ouvrier, en commençant dans les entreprises et avec les délégués militants, a demandé et pris des mesures pour la protection de la santé des travailleurs. Cela a souvent eu lieu par la pression de la base, par des grèves ou par le recours massif au congé de maladie. Néanmoins, les syndicats au-

raient dû imposer, dès le début de la situation d'urgence, l'arrêt temporaire et immédiat de toute activité non essentielle. Trop de dirigeants syndicaux restent englués dans la collaboration de classe et ne misent pas sur la lutte de classes pour changer le rapport de force. Cela explique leur timidité, parfois même leur opposition, à la demande de cessation de l'activité économique.

Or cette demande est toujours d'actualité : elle demeure le meilleur moyen de contenir la propagation du virus. Piet Vanthemsche, qui conseille le gouvernement au sein du Economic Risk Management Group, s'obstine à affirmer que les gens devraient continuer à travailler "dans la mesure du possible". Dans la liste établie par un nouvel arrêté du gouvernement, deux tiers des activités économiques sont considérées comme essentielles. C'est une mauvaise blague ! Cette liste a été établie unilatéralement avec le patronat, sans concertation avec les syndicats : c'est donc une liste patronale. On voit bien à quoi sert l'unité nationale : à faire passer les intérêts du patronat pour l'intérêt général. Le report de cette mesure a coûté de nombreuses vies. Une fois de plus, le profit prime sur la santé ! Les syndicats sont devant un choix : accepter cette liste (ou l'amender en concertation avec le patronat), ou bien imposer par l'action de grève la fermeture des secteurs non essentiels. Il en va de la vie des travailleurs et de leurs familles.

En coulisses aussi, le FEB, la VOKA, l'UWE, etc., préparent leurs plans d'après confinement. Sans en connaître tous les détails, on peut être certain que le patronat va lancer une offensive sans pareille contre les travailleurs, le droit social, la sécurité sociale et les droits syndicaux.

Bart De Wever parle ainsi d'un véritable « bazooka » pour la « gestion d'après crise du coronavirus ». Ce « bazooka » risque d'être une véritable arme de destruction sociale massive.

PLUS DE DEMI-MESURES

L'économie mondiale s'effondre actuellement. Le virus n'en est pas la cause, juste un catalyseur. L'économie internationale était déjà en difficulté partout dans le monde, avant que le virus ne commence à faire rage. En Belgique, nous avons aujourd'hui 200 à 300 000 chômeurs économiques. Certaines études prévoient un million de chômeurs dans un avenir proche. Cette situation est intenable. Certains des chômeurs économiques seront licenciés au bout d'un certain temps. Ceux qui restent dans les entreprises se verront imposer un régime social draconien. Comme en 2008, les patrons vont vouloir nous faire payer leur crise. Les gouvernements accumulent maintenant partout des dettes énormes pour amortir les effets de la crise. Au lieu d'un impôt d'urgence sur les millionnaires et les milliardaires, ils optent pour un déficit budgétaire et une dette publique accrue. Tout comme en 2008, nous en paierons le prix.

C'est pourquoi, à partir d'aujourd'hui, nous devons établir notre propre feuille de route et préparer nos propres « bazookas ». Le temps des demi-mesures est révolu. La révolution socialiste est la seule alternative. Beaucoup de gens n'y croient pas encore. Mais les événements des semaines précédentes et surtout ceux des mois à venir vont changer cela. Nous en sommes convaincus. De plus en plus de gens commencent à réaliser que le capitalisme est l'autre maladie que nous devons combattre.

Rejoignez RÉVOLUTION !

RÉVOLUTION défend les idées du marxisme dans la jeunesse et le mouvement ouvrier. Dans notre journal, nos brochures, nos livres et sur notre site internet, nous nous efforçons de démontrer l'actualité et la vitalité des idées du socialisme révolutionnaire. Nous organisons régulièrement des réunions publiques sur des thèmes théoriques ou d'actualité, notamment sur les universités.

Nous sommes aussi – et d'abord – la section belge et bilingue de la Tendance Marxiste Internationale (marxist.com), qui est active dans une trentaine de pays. Face à la mondialisation capitaliste, les jeunes et les salariés ont plus que jamais besoin d'une Internationale révolutionnaire. Le socialisme ne peut vaincre qu'à l'échelle mondiale. De même, les défis écologiques ne pourront être relevés qu'au niveau mondial, dans le cadre d'une planification rationnelle des ressources.

Il est indispensable de lutter au quotidien pour nos salaires, nos droits, nos conditions de travail et d'étude, contre le racisme et les guerres impérialistes. Révolution participe activement à toutes ces luttes. Mais nous devons également défendre un projet de société alternatif au capitalisme. La crise de ce système remet la révolution socialiste à l'ordre du jour.

Il nous faut lutter pour la nationalisation des grands leviers de l'économie – les banques, l'industrie, la distribution, les transports, etc. – sous le contrôle démocratique des salariés.

Dans le cadre d'un plan démocratique et rationnel, l'économie pourra enfin satisfaire les besoins du plus grand nombre – et non plus, comme aujourd'hui, la seule avarice des capitalistes.

Révolution sollicite la participation de tous ceux qui soutiennent son programme et son combat. Pour nous contacter, écrivez-nous à : marxiste.be@gmail.com

L'ÉTAT DE NOS SOINS DE SANTÉ

Comment en sommes nous arrivés là ?

Annick Hébrant

Les politiques néolibérales d'austérité menées en Occident depuis plus de trente ans ont plongé les peuples dans une précarité de plus en plus grande. Le domaine de la santé publique, ne faisant pas exception à la règle, a subi de plein fouet de nombreuses coupes budgétaires menant à la situation tragique que nous connaissons actuellement. Cela se traduit, entre autres, par la diminution drastique du nombre de lits dans les établissements hospitaliers. Les gouvernements successifs n'ont également pas hésité pas à supprimer des milliers de postes de soignants, entraînant ainsi un manque chronique de personnel médical et paramédical.

Le secteur de la santé est agonisant, sous-financé depuis des années les Etats qui pratiquent la marchandisation des soins plutôt qu'un refinancement de la santé. L'objectif ultime de cette austérité est d'orienter la population vers le secteur privé, la santé représentant, pour ce dernier, une manne providentielle générant de très nombreux profits. Les grandes multinationales du secteur pharmaceutique, ne s'y sont pas trompées : elles s'enrichissent sur le dos des plus vulnérables, des malades et des personnes âgées (qui représentent un nouvel « or gris »).

En Belgique, plus de 2 milliards d'euros d'économie ont été réalisés sous le mandat de Maggie De Block, ministre de la santé Open VLD et de Sophie Wilmès, alors ministre du budget MR. N'oublions pas qu'en 2016 cette dernière n'hésitait pas à dénoncer « la surcapacité hospitalière » pour justifier la réforme des hôpitaux.

Ironie de la situation, le véritable enjeu de cette pandémie est l'étalement des contagions dans le temps, afin de ne pas dépasser les capacités des hôpitaux. En effet, si toute la population tombait malade en

même temps, le système de santé serait incapable de gérer cette crise par manque de lits, de matériel et de personnel. Dans ce cas de figure, il y aurait aussi de nombreuses victimes collatérales : les malades ou les accidentés qui décèderaient par manque de place dans les établissements hospitaliers.

A cette époque surréaliste, le CHU Saint-Pierre de Bruxelles et d'autres hôpitaux doivent recourir aux dons financiers pour se procurer du matériel médical indispensable (achat de respirateurs à 5 000 euros pièce). Que fait notre gouvernement ? N'est-ce pas son rôle, via la sécurité sociale, de financer l'achat de ces respirateurs pour traiter les malades atteints du Coronavirus ? Une fois de plus, c'est la population qui trinque et qui doit mettre la main à la poche pour se soigner et pallier ainsi les manquements de l'État.

Autres exemples du manquement de nos politiques : en 2019, notre ministre fédéral de la santé, Maggie De Block, avait donné l'ordre de détruire 6 millions de masques FFP2 périmés, provenant du stock de la précédente crise sanitaire liée au virus de

la grippe H1N1. Entrepasés dans de mauvaises conditions, ils n'étaient plus utilisables. Rappelons que ces masques sont les seuls, actuellement, suffisamment étanches pour lutter contre le Covid 19. Par soucis d'économie, la ministre avait décidé de ne pas renouveler cette réserve ce qui a eu pour conséquence la pénurie actuelle de masques et la situation catastrophique que nous connaissons dans nos hôpitaux. Cela illustre parfaitement le cynisme de nos politiques, pour qui, la santé des travailleurs et de la population n'est absolument pas une priorité ! Dans cette économie capitaliste, seul compte le profit !

Toujours en 2019, les travailleurs du secteur santé se sont mobilisés massivement pour réclamer un refinancement des soins de santé. Ils ont obtenu (mais pas encore octroyé) de l'État « le fond blouses blanches » d'un montant annuel de 400 millions d'euros pour pallier le manque d'effectifs dans les hôpitaux. Suite à la crise du coronavirus, l'État a prévu de récupérer cette somme avec l'aval des directions syndicales !

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Stop ! Le domaine de la santé ne doit pas être soumis aux dictas mercantiles de la classe dominante ! Les intérêts privés n'ont pas leur place dans ce secteur ! Il doit être entièrement nationalisé, sans indemnisation des actionnaires. Les soins et les traitements adéquats doivent être accessibles gratuitement à toute la population.

Pratiquement cela signifie :

- Arrêter toute production non essentielle pour éviter la propagation du virus. Les travailleurs de ces secteurs doivent impérativement rester chez eux et, cela va sans dire, sans perte de salaire.
- Réorganiser le travail dans les secteurs essentiels afin que la distance sociale soit respectée et que les équipements adéquats soient fournis aux travailleurs : masques, solution hydroalcoolique, savon, etc. Tester régulièrement les travailleurs restant pour s'assurer qu'ils ne sont pas contaminés.
- Réquisitionner le matériel, les produits et les traitements dans les entreprises productives, et les distribuer dans les établissements de santé pour faire face au pic de l'épidémie qui arrivera dans les prochains jours.
- Constituer des comités d'entraide et de solidarité au sein des quartiers. Personne ne peut rester seul ou être abandonné.
- Imposer un contrôle strict sur tous les biens de première nécessité. Il faut empêcher le développement du marché noir. Actuellement les rayons de certains produits essentiels dans les grandes surfaces sont dévalisés et ces marchandises se retrouvent à des prix prohibitifs dans certains petits commerces.
- Refuser que les ressources nécessaires pour combattre la pandémie ne soient financées qu'en augmentant le déficit budgétaire ou la dette nationale. Hors de question que les travailleurs paient plus tard la facture avec l'application de nouvelles politiques d'austérité ! Arrêter les cadeaux fiscaux aux entreprises et l'évasion fiscale : elle coûte chaque année 30,4 milliards à notre pays ! Une grande partie de cette somme pourrait être réinjectée dans la sécurité sociale !
- Ne pas croire en un gouvernement d'union nationale. C'est une supercherie ! Les riches et leurs partis n'ont pas les mêmes intérêts que nous et leur but ultime est de faire payer au prix fort le poids de cette crise aux travailleurs, aux allocataires sociaux, etc. Unissons-nous pour créer un gouvernement de travailleurs car seuls les travailleurs peuvent sauver les travailleurs ! En conclusion, notre système capitaliste basé sur le profit - et rien que le profit - engendrera encore de nombreuses crises économiques, sanitaires, écologiques. C'est un système malade et le seul moyen de l'éradiquer est un changement révolutionnaire socialiste. A nous, les travailleurs, de nous atteler à cette tâche !

GRÈVES CHEZ AMAZON

Interview d'un militant syndical

Révolution

Des grèves ont éclaté dans plusieurs entrepôts d'Amazon, en France, pour exiger la fermeture du site et le paiement intégral des salaires. Gregory Lavaine (GL), militant et délégué UNSA sur le site ORY1 à Saran (près d'Orléans), nous explique la situation sur place.

R : Comment la mobilisation a-t-elle commencé ?

GL : Après la première intervention télévisée de Macron, le jeudi 12 mars, on a demandé à la direction du site ce qu'elle comptait faire pour garantir la sécurité des salariés. Elle nous a simplement répondu qu'elle allait appliquer les préconisations du gouvernement.

Concrètement, la direction a demandé aux salariés de respecter le mètre de distance. Mais dans les faits, c'est impossible à tenir sur la durée : on se croise tout le temps, dans notre travail, et très souvent à moins d'un mètre.

Ils ont aussi réorganisé les pauses, de façon à ce qu'on ne soit que 100 à prendre notre pause en même temps, au lieu de 200. Ils nous ont demandé de n'occuper qu'une chaise sur deux en salle de pause. Bref, c'est du bricolage.

R : Qu'avez-vous répondu et demandé ?

GL : On a dit que cela n'allait pas assez loin. On a demandé qu'il y ait du gel hydroalcoolique à la disposition de tous les salariés. Ils en avaient mis, mais très vite il n'y en avait plus. Alors ils nous ont mis une sorte de « mousse anti-bactérienne », en nous expliquant que ça ferait l'affaire. On exigeait du gel, mais ils nous disaient ne pas en trouver. Or c'est leur problème, pas le nôtre, de trouver du gel ! Ils en ont retrouvé depuis, mais on redoute que ça ne dure pas et qu'ils nous refilent encore leur mousse.

On a aussi demandé qu'il y ait une prise de température de tous les salariés à l'entrée du site, au niveau des portiques. On sait bien que ça ne suffit pas, puisqu'il qu'on peut être contagieux sans avoir de fièvre. Mais au moins ceux qui ont de la fièvre ne rentreront pas dans le site.

Au lieu de ça, dès qu'un salarié est malade, la direction le renvoie simplement chez lui en décrétant que c'est un « état grippal ».

Enfin, on a demandé des gants et des



masques FFP2 pour tous les salariés qui voudraient en porter.

On a demandé tout ça formellement, par mail. Mais on n'a eu aucune réponse. Silence total.

Par contre, on a appris que la direction et le service RH sont désormais en télétravail, pour la plupart. C'est toujours aux mêmes, au petit peuple, de prendre tous les risques.

R : Quand avez-vous demandé la fermeture du site ?

GL : Après le deuxième discours de Macron, lundi soir. On a formé une inter-syndicale et on a appelé les salariés à se mettre en grève, mercredi, pour exiger la fermeture du site et le paiement intégral des salaires.

La grève a été bien suivie : 130 grévistes le matin, 150 l'après-midi. On a vu que la plupart des salariés étaient soulagés ! Du coup, la directrice nous a dit que la fermeture du site était impossible, qu'elle ne pouvait pas la décider, que ça se décide au niveau de la direction française d'Amazon, voire au siège de Seattle, aux Etats-Unis. Même en Espagne et en Italie, où il y a eu des cas d'infection avérés sur certains sites, ils ne les ont pas fermés. Et on nous livre toujours, en France, des pa-

lettes qui viennent d'Espagne ou d'Italie. Comme on l'a écrit sur des affiches collées au mur du site, mercredi : « Quand Seattle compte ses dollars, l'Europe enterre ses morts ».

Habituellement, sur le site, l'encadrement ne cesse de nous répéter : « Safety first ! » (la sécurité d'abord !). Mais là on voit bien que c'est bidon ; en réalité, c'est « profits first ! »

La direction d'Amazon a d'ailleurs fait savoir qu'elle contesterait tout « droit de retrait » : il y aurait des pertes de salaire.

R : Et maintenant ?

GL : On continue de demander la fermeture du site, avec paiement intégral des salaires. Et dans l'immédiat, on saisit l'inspection du travail. On a déposé un DGI (Danger grave imminent). Une enquête a été ouverte. Et on exige la mise en œuvre des mesures que j'ai énumérées : masques FFP2, gel, gants, prise de température, et d'autres mesures : des bouteilles d'eau au lieu des fontaines à eau ; la réduction par deux des effectifs de chaque « shift » (équipe), avec des mesures de chômage partiel ; une désinfection systématique des endroits les plus sensibles. Ceci étant dit, la seule mesure vraiment efficace, ce serait la fermeture du site. Et on se battra pour l'obtenir.

La pandémie du coronavirus ouvre une nouvelle étape de l'histoire mondiale

Hamid Alizadeh

Les événements se déroulent à une vitesse fulgurante : le nouveau coronavirus (COVID-19) a provoqué une réaction en chaîne qui secoue le moindre semblant de stabilité, un pays après l'autre. Toutes les contradictions du système capitaliste éclatent au grand jour.

Des milliers de personnes sont mortes et des centaines de milliers d'autres ont vraisemblablement été infectées. Mais rien n'indique que la pandémie ait atteint son pic : le nombre de morts augmente de 20 à 30 % chaque jour. Il n'y a pas de vaccin en vue et personne ne semble avoir un plan raisonnable pour contrôler la situation. La plupart des pays agissent de leur propre chef, avec peu d'égards pour les conseils d'organes comme l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Les systèmes de santé des pays affectés ont atteint un point de rupture et les travailleurs de la santé des autres pays redoutent les semaines et les mois à venir.

La maladie a principalement été confinée à la Chine, à l'Iran, et aux pays occidentaux. Une fois qu'elle atteindra les bidonvilles et les camps d'Afrique, du Moyen-Orient, du sous-continent indien, et de l'Amérique Latine, où il n'y a peu ou pas de système sanitaire, nous serons témoins de nouvelles vagues dévastatrices. Le nombre de morts pourrait se compter en millions. La destruction et la dislocation du monde à l'échelle mondiale seront comparables au temps de guerre. En réaction, les marchés boursiers ont déjà plongé. Lundi, les prix du pétrole se

sont effondrés à 30 dollars le baril, entraînant les marchés mondiaux. Mercredi, la banque d'Angleterre a annoncé une baisse extraordinaire des taux d'intérêt de 0,5 %. Ceci est resté sans effet, et les marchés ont continué leur dégringolade jeudi, avec les pires chiffres depuis 1987. La nervosité des marchés reflète le pessimisme de la classe dirigeante, terrifiée par les perspectives qui s'ouvrent pour l'économie mondiale, déjà fortement ralentie.

La Chine, la deuxième plus grande économie de la planète, va rentrer dans son premier trimestre de croissance négative depuis la révolution culturelle de Mao. Il semblerait que la propagation de la maladie en Chine soit contenue. Cependant, dans la province de Hubei, le secteur des services reste à l'arrêt complet. Les grandes industries relancent leur production, mais comme le reste du monde entre en récession, la demande est faible. La grande majorité des petites et moyennes entreprises chinoises, qui emploient près de 80 % des travailleurs, n'ont pas repris leurs activités.

Il n'y a aucun signe de reprise rapide. Certains experts prévoient que la croissance économique mondiale pourrait tomber

à 1 %, par rapport aux 2,6 % de l'an passé, ce qui impliquerait que de nombreux pays entrent en récession. Mais ce ne sont que des vœux pieux : l'industrie, le commerce, et les transports iront de bouleversement en bouleversement. La consommation va chuter. Les chaînes d'approvisionnement seront perturbées encore et encore. L'économie mondiale va souffrir d'une crise profonde.

L'Europe est durement frappée, en particulier l'Italie, qui est la troisième plus grande économie de la zone euro. Le conseil des ministres de l'Union européenne s'est réuni afin de prendre des mesures communes pour faire face à la crise. Mais tout ce qu'ils ont pu faire a été de rassembler un fonds de 25 milliards d'euros, dont la plus grande partie est déjà comprise dans le budget de l'Union. Le reste de leurs plans se limite à lever les restrictions budgétaires des Etats membres. Chaque Etat membre se retrouve donc à devoir se débrouiller seul : il n'y a plus beaucoup d'Union dans cette situation. Même le président italien Mattarella, normalement très europhile, a critiqué la réponse européenne dans une note officielle : « L'Italie traverse une situation difficile ; notre expérience dans la lutte contre la propagation du coronavirus sera probablement utile à tous les autres pays de l'Union européenne. L'Italie attend donc, et à juste titre, du moins pour l'intérêt commun, des initiatives de solidarité [de la part de l'Union



européenne] et non des décisions qui puissent ruiner cet effort. » En réalité, l'Italie reçoit désormais plus d'aide (notamment des appareils médicaux comme des respirateurs pour soins intensifs, etc.) de la part de la Chine que de l'Union Européenne. L'Autriche a déjà fermé ses frontières avec l'Italie ; d'autres pays interdisent les vols depuis et vers l'Italie. La République tchèque a fermé ses frontières aux voyageurs en provenance de 15 pays différents. La France, l'Allemagne et d'autres ont adopté des interdictions d'exportation de certains équipements médicaux. Tout ceci va s'aggraver en quelques semaines, si ce n'est en quelques jours. Le marché commun est peu à peu fermé. Tout comme après la crise de 2008 ou celle des réfugiés, le choc actuel met en lumière toutes les contradictions internes à l'Union Européenne, mettant clairement un point d'interrogation sur l'avenir de l'Union en tant que telle.

Donald Trump, qui proclamait jusqu'à récemment que le virus n'atteindrait pas les Etats-Unis, est parti dans des pulsions nationalistes hystériques en appelant le COVID-19 un « virus étranger ». Il a imposé des restrictions de voyage aux ressortissants des pays européens et a appelé avec encore plus d'insistance à la construction d'un mur avec le Mexique (bien qu'il n'y ait encore que 12 cas déclarés au Mexique). Ces interdictions de voyage vont avoir un impact immédiat sur le tourisme et les services, ce qui plongera sûrement les Etats-Unis en récession.

La Russie et l'Arabie Saoudite se disputent également concernant le niveau de production pétrolière, ce qui a déjà provoqué l'effondrement des prix du pétrole, et pourrait résulter en un défaut de paiement de la dette russe. C'est déjà le cas pour le gouvernement libanais. D'autres économies de taille moyenne comme la Turquie, l'Argentine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud pourraient suivre dans le moyen terme.

La diffusion du virus a drastiquement accéléré les tendances protectionnistes à l'échelle mondiale. Chaque classe dirigeante nationale se précipite pour défendre ses propres positions et pour exporter les impacts sociaux négatifs. Les barrières imposées aux déplacements des personnes pourraient facilement donner lieu à des barrières au commerce des biens. Les guerres commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, et entre les Etats-Unis et l'Europe, dont beaucoup pensaient qu'elles s'étaient calmées, pourraient de nouveau s'embraser de manière bien moins contrôlable. Ceci prépare le terrain pour une dépression semblable à celle de 1930, et qui durera bien plus longtemps que les impacts directs du virus.

Les bourgeois rejettent la responsabilité de la crise économique sur le dos du virus. Mais il ne constitue qu'un accident, qui a fait exploser toutes les contradictions accumulées précédemment par le système. Ceci est une crise du système capitaliste dans son entier, qui se tramait depuis des décennies. La classe capitaliste a réussi à la reporter pendant une certaine période, par une expansion massive du crédit, c'est-à-dire en accumulant de la dette qui est maintenant devenue un obstacle colossal à la croissance. Tôt ou tard, la bulle aurait éclaté. Nous l'avions prédit dans notre document de Perspectives mondiales, qui a été rédigé en novembre dernier, et a été approuvé lors de la réunion de l'Exécutif International de la Tendance Marxiste Internationale. En voici les termes :

« La reprise économique était faible et fragile, et le moindre choc pourrait plonger l'économie dans un précipice. Tout peut provoquer une vague de panique : une augmentation des taux d'intérêt aux Etats-Unis, le Brexit, un affrontement avec la Russie, l'aggravation de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, une guerre au Moyen-Orient menant à l'augmentation des prix du pétrole, et même un tweet particulièrement stupide de la Maison-Blanche (ce qui ne manque pas). »

D'un point de vue économique, le virus n'est rien de plus qu'un événement accidentel, qui exprime une nécessité sous-jacente, plus profonde. Mais il influence également le cours des événements à venir : cette nature virale limite la capacité de la classe dirigeante à atténuer ou adoucir la crise.

L'effet d'entraînement propre à la pandémie va dévaster une économie mondiale déjà très faible. Les uns après les autres, les pays annoncent des paquets de mesures pour garder l'économie à flot. Mais leurs effets seront limités par l'impact de la pandémie, qui ne disparaîtra pas de sitôt. De larges pans du secteur des services comme les cinémas, les cafés, les restaurants, etc. seront sévèrement touchés lorsque les habitants désertent les lieux publics. Ce sont également des secteurs où dominant des conditions de travail précarisées : cette crise aura un impact dévastateur sur les travailleurs. La situation va perdurer jusqu'à ce qu'un remède au virus soit trouvé. Les principales industries verront également leur production perturbée par de nouvelles éruptions de foyers viraux. Malgré toutes les tentatives des gouvernements, le chômage va exploser. En retour, la consommation va chuter et devenir un frein à l'économie. La classe dirigeante est terrifiée à l'idée d'un chômage de masse et d'une intensification de la lutte des classes qui l'attend

au tournant. Dans de nombreux pays, les gouvernements prennent des mesures spéciales, comme concéder des congés maladie à des conditions particulières pour les travailleurs du secteur public et d'autres. Mais ces mesures ne résoudront pas le problème des travailleurs impactés. Certaines banques autorisent leurs clients à repousser les échéances de leurs crédits pour quelques mois. Les petites et moyennes entreprises reçoivent des prêts à des taux favorables et des abattements fiscaux. Le Parlement européen débat de la suspension du traité de Maastricht, qui oblige les Etats membres à respecter des déficits budgétaires au maximum de 3 % du PIB. Les dépenses d'Etat augmentent massivement pour tenter de prévenir la catastrophe.

Mais il est hautement improbable que cela résolve quoi que ce soit. A ce niveau, des mesures keynésiennes ne favoriseront pas la consommation, qui pourrait rester en berne pendant des mois, voire des années à cause du virus. A la place, elles pourraient provoquer une inflation galopante dans certains secteurs de l'économie. Les petites et moyennes entreprises pourraient faire massivement faillite. Les réductions d'impôts et les prêts bon marché ne feraient que repousser le problème à un futur pas si lointain. Des millions d'emplois sont en jeu.

A l'Ouest, de nombreux emplois dans les services, la construction et les transports sont menacés, et seraient les premiers à être supprimés. En Italie, une grande partie de la force de travail, en particulier dans les secteurs les plus durement touchés comme le tourisme, l'hôtellerie, les restaurants, etc., était déjà très précaire. Dans les pays les plus pauvres, la situation est pire. En Iran, par exemple, 96 % des travailleurs travaillent avec des contrats « en blanc », qui ne leur donnent aucun droit. Dans tous les pays, le chômage est devenu une source de radicalisation de masse.

UNITÉ NATIONALE

Les classes dirigeantes et leurs gouvernements font appel à leur nation pour s'unir en temps de crise. Mais sous le couvert de cette illusion, ils déplacent le fardeau du désastre sur les épaules des travailleurs. Les uns après les autres, les gouvernements mettent en œuvre des mesures draconiennes. En Italie, au Danemark, en Chine, certaines zones fonctionnent sous loi martiale.

En Chine, les travailleurs de certaines aciéries ont été forcés de rester au travail pendant presque un mois sans pouvoir retourner chez eux. En Italie, les docteurs et les infirmières travaillent jusqu'à épuisement.

sement. Pendant ce temps, on demande aux travailleurs du privé, en particulier de l'industrie, de continuer à travailler. Nombreux sont ceux qui demandent quel est le sens de tout ceci. Si, pour combattre l'expansion de la pandémie, il faut rester chez soi, pourquoi certains devraient-ils aller travailler dans des secteurs économiques non essentiels ? La réponse est claire : pour maintenir les profits des capitalistes aussi longtemps que possible. Même si le droit de grève a été sévèrement restreint par les mesures d'urgence, les travailleurs italiens ont agi. Une vague de grèves spontanées se forme en Italie : les travailleurs sortent pour protester contre le manque de mesures de sécurité adéquates. Les grévistes demandent que les entreprises produisant des biens non essentiels soient fermées, sans perte de salaire pour les travailleurs, jusqu'à ce que des mesures sanitaires soient introduites. Ceci a exercé une énorme pression sur les dirigeants des syndicats des confédérations CGIL-CISL-UIL, qui plaident jusqu'alors – avec les industriels de la Confindustria – pour garder les usines ouvertes. Tout ceci est une anticipation des événements futurs. Pour l'instant, les restrictions en Chine sont peu à peu levées, mais il est probable qu'elles soient de nouveau introduites lorsqu'une nouvelle éruption virale aura lieu. Le Danemark et l'Italie sont sous confinement. De nombreux autres pays devront faire de même. Les gouvernements essaient de montrer qu'ils « font quelque chose ». Alors que certaines mesures ont du sens d'un point de vue épidémiologique, elles sont minées par la propriété privée, par l'anarchie du capitalisme et par l'existence des États-nations. C'est ainsi que des fournisseurs privés de soins redirigent les malades du coronavirus vers les systèmes publics de santé ; les assurances privées refusent de couvrir les coûts des infections liées au coronavirus. Les kits de dépistage, produits par le secteur privé, viennent à manquer. On demande aux gens de rester chez eux alors que des travailleurs doivent continuer à travailler. Les entreprises privées profitent de l'augmentation des prix des désinfectants pour mains, des masques, et même des kits de dépistage pour coronavirus ! Enfin, l'incapacité de coordination entre gouvernements, et l'adoption d'approches différentes – voire contradictoires – mine le combat pour endiguer la pandémie.

Aux États-Unis, Donald Trump a nié l'existence d'une quelconque menace jusqu'au 11 mars. En Chine, le gouvernement a refusé d'agir pendant des semaines, par crainte de ravager une économie déjà fragilisée ; pire encore, les chercheurs et les lanceurs d'alerte ont été emprisonnés et persécutés. En Iran, pendant des semaines, le régime a refusé

d'admettre l'existence de la maladie pour assurer une participation aussi haute que possible aux élections parlementaires. A ce jour, le régime continue de dissimuler la gravité de la maladie. Officiellement, seules quelques centaines d'Iraniens sont morts du coronavirus, mais des rapports officieux évoquent des chiffres bien plus élevés. Il est probable que le nombre de personnes infectées atteigne déjà les dizaines (ou centaines) de milliers.

Alors qu'on lui demandait quelles mesures pouvaient être prises pour lutter contre le virus, le leader suprême Khomeini a suggéré aux gens de prier. Bien sûr, ceci ne vaut que pour les pauvres. Soyons sûrs que si Khomeini lui-même était infecté, il recevrait les meilleurs soins scientifiquement fondés. Il ressort également qu'une des principales sources de propagation de la maladie en Iran a été le sanctuaire sacré de Qom, où les pèlerins ont afflué pour être soignés. Tout ceci mine les fondations du régime théocratique. En refusant la réalité, l'establishment religieux s'oppose à la mise en place de mesures de sécurité et dépeint l'épidémie comme une conspiration de l'Ouest, rien de plus. Tout ceci va bientôt amener les masses iraniennes à réagir, ces masses qui paient de leur vie le pourrissement de la classe dirigeante.

Pendant ce temps, toute intervention contre la maladie est entravée par des décennies de coupes dans les systèmes de santé. En Italie, 46 500 emplois dans le secteur de la santé ont été supprimés entre 2009 et 2017. 70 000 lits d'hôpitaux ont disparu. L'Italie disposait de 10,6 lits en hôpital pour 1 000 habitants en 1975 : il n'y en a maintenant plus que 2,6 ! La Grande-Bretagne a suivi la même voie : de 10,7 lits pour 1 000 habitants en 1960 à 2,8 en 2013 ; entre 2000 et 2017, le nombre de lits d'hôpitaux disponibles a diminué de 30 % ! Les mêmes conditions se retrouvent en occident. En Italie, les soignants doivent souvent choisir qui traiter, car les équipements disponibles sont limités : de nombreuses personnes, souvent âgées, vont mourir à cause d'un manque de moyens. Comme le nombre de cas augmente, les systèmes de santé sont sous une intense pression. Ils pourraient s'effondrer, laissant des centaines de milliers de personnes se débrouiller seules. Les riches, qui auront accès à des soins privés, seront épargnés par cette barbarie. En Iran, toute une série de ministres, de députés et d'officiels de haut rang ont reçu un traitement immédiat et sont en voie de rétablissement après avoir été infectés par le virus. Pendant ce temps, des dizaines de milliers de gens ordinaires se battent pour avoir simplement accès aux tests de dépistage. Dans le cas tragique d'une infirmière, le test – positif – est arrivé une semaine

après sa mort.

A Singapour, toute la population a été approvisionnée en équipement médical et sanitaire (comme des masques). En Chine, une série d'hôpitaux a été construite immédiatement pour gérer la situation et des dizaines de milliers de personnes ont été testées, même celles sans symptômes. En Grande-Bretagne, le gouvernement ne semble pas avoir fait beaucoup d'efforts pour se préparer au désastre qui arrive. Les tests ont diminué. Même les personnes en provenance d'Italie et avec des symptômes d'infection virale n'ont pas pu être testées. Hier, Boris Johnson a dû admettre que 10 000 personnes sont probablement infectées au Royaume-Uni. Néanmoins, il a refusé d'annuler des grands événements et rassemblements, comme cela a été le cas en Italie, et même en Écosse. Il a froidement déclaré que le public devait se préparer à « perdre prématurément des êtres aimés ». Comme un des articles du New York Times l'indique : « Le Royaume-Uni préserve son économie du virus, mais pas sa population. »

L'attitude cynique du Premier ministre Johnson a été mise en évidence lors d'une interview récente, au cours de laquelle on lui a demandé quelles mesures pouvaient être prises contre la maladie. Il a mentionné avec nonchalance, comme alternative, que « ... peut-être on pourrait encaisser, tout prendre d'un coup et permettre à la maladie de se répandre parmi la population, sans prendre de mesure draconienne. » En d'autres termes, peut-être pourrions-nous laisser mourir des milliers de personnes sans prendre de mesures sérieuses, pour garantir que les affaires continuent normalement. Cette approche fataliste, qui est partagée par d'autres pays comme la Suède et les États-Unis, a été critiquée par l'OMS qui demande à ses États membres de continuer à essayer de contenir le virus.

Il ne fait aucun doute qu'il y ait du malthusianisme dans ses propos, reflétant l'état d'esprit pourri de la classe dirigeante. C'est l'idée que la pauvreté, les guerres et les épidémies sont liées à la surpopulation humaine et qui doit donc diminuer. Jeremy Warner, journaliste au Telegraph, a écrit : « Sans exagération, selon une perspective économique totalement désintéressée, le COVID-19 pourrait même être bénéfique à long terme en abattant de manière disproportionnée les personnes âgées dépendantes. » La bourgeoisie veut donc laisser la maladie se répandre parmi la population et « abattre » autant de vies que possible d'un coup. Le Royaume-Uni pourrait alors sortir de la récession plus rapidement que d'autres pays qui mettent en place des mesures de retardement de l'épidémie.

Le système de soins américain est particulièrement mal équipé pour ce qui va venir. Des millions de personnes sont sans assurance santé et pourraient se trouver dans des conditions horribles. Il est possible que le gouvernement assure temporairement les gens se trouvant dans cette situation. Mais cela n'arrangera pas l'état d'un système de santé à l'abandon, qui devra se battre pour gérer les niveaux de contamination à venir. Le système américain n'est axé qu'autour d'une chose : verser de l'argent dans les poches des grandes entreprises pharmaceutiques et médicales. Il n'est pas capable de gérer le désastre national que nous nous apprêtons à vivre.

Au cours des dernières semaines, rien n'a été préparé. Les hôpitaux n'ont pas de plan, les équipes n'ont pas été formées, et l'équipement est limité. Le centre américain pour le contrôle des maladies a refusé d'utiliser les kits de dépistage internationaux, développés en Allemagne, et a préféré développer ses propres tests depuis le début. Mais cette stratégie s'est heurtée à de nombreux problèmes, qui ont mené à des retards et à une insuffisance de kits. En outre, il existe peu de lieux de dépistage et les procédures de rappel sont donc très chronophages. Ainsi, le 6 mars, alors que la Corée du Sud avait déjà procédé à 140 000 tests, les Etats-Unis n'en avaient fait que 2 000 ! Il n'y a donc pas de visibilité sur le nombre de personnes contaminées aux Etats-Unis. Aucune mesure n'est prise

pour protéger la population d'une crise sanitaire et économique. En revanche, juste après l'aggravation de la crise, la réserve fédérale américaine a injecté 1500 milliards de dollars dans les marchés pour protéger les grandes entreprises.

L'incompétence de toute la classe capitaliste et de ses institutions éclate au grand jour. Donald Trump semble complètement déconnecté de la situation et toutes ses actions préparent un désastre encore plus grand. Ceci pourrait le mener à sa chute. En attendant, un appel pour un système de santé nationalisé, gratuit, pourrait trouver un large écho.

A chaque tournant, l'avidité et la putréfaction de la classe dirigeante apparaissent de manière plus flagrante. Ce schéma va se répéter à travers le monde, lors de la propagation du virus d'un pays à l'autre.

La tâche des marxistes sera de dénoncer la nature réelle de la classe dirigeante et la mascarade de l'« unité nationale ». Nous devons montrer en quoi les intérêts de la classe dirigeante parasitaire sont diamétralement opposés à ceux du reste de la société.

Nous devons souligner l'incapacité de la classe dirigeante à faire avancer la société. Nous devons expliquer patiemment que seuls les travailleurs, en prenant le pouvoir, peuvent sortir la société de cette impasse.

UNE NOUVELLE PÉRIODE

Nous entrons dans une nouvelle ère de l'histoire mondiale. Une période de crise, de guerres, de révolutions et de contre-révolutions. Comme une pierre tombant dans l'eau, cette crise va provoquer des vagues qui vont s'étendre aux quatre coins du monde. Ce sera la plus grande dislocation de la société depuis la Seconde Guerre mondiale. Chaque régime va être bouleversé et les équilibres sociaux, économiques, diplomatiques et militaires seront détruits.

Comme nous l'avons expliqué à de nombreuses reprises, la classe dirigeante n'a jamais résolu les contradictions qui ont mené à la crise économique de 2008. Au contraire, elle n'a fait que regonfler la bulle, qui éclate de nouveau. En parallèle, la pandémie va rendre l'effondrement initial encore plus brutal, et maintiendra l'économie en récession pendant au moins deux ans. Lorsqu'elle s'arrêtera, il n'y aura pas de retour à la normale. La décennie qui s'annonce sera bien plus turbulente que celle qui vient de s'écouler.

Encore plus important pour les marxistes, la conscience des masses va faire des bonds considérables. Le processus sera semblable à un temps de guerre. Crises et chômage de masse seront à l'ordre du jour. Des mesures draconiennes seront imposées aux travailleurs.



Au départ, la classe dirigeante va tenter de stabiliser la situation en faisant appel à l'unité nationale. La période récente a miné l'autorité de l'establishment et de ses politiciens. Néanmoins, de nombreuses personnes vont accepter ces nouvelles conditions, car elles penseront qu'elles sont temporaires, nécessaires. Nombreux sont ceux qui penseront que l'Etat agit dans l'intérêt de la nation. Mais petit à petit, on verra à qui sera adressée la facture et qui sera réellement protégé. De plus en plus de sacrifices seront demandés aux masses, dans l'intérêt de la classe dirigeante. Mais il y a une limite. Une fois atteinte, l'apparente docilité actuelle se transformera en colère furieuse.

La base pour une transformation des consciences se trouve dans les grands événements à venir. Des événements qui vont bouleverser les consciences dans leur fondement et les forceront à réévaluer toutes leurs conceptions. Tout ce qui était considéré comme acquis par la population ordinaire changera, des petites habitudes quotidiennes aux normes et traditions nationales. Cela fera sortir les masses de leur inertie et les poussera sur la scène de la politique mondiale. Pendant ce temps, chaque reste du statu quo sera désintégré et les masses seront confrontées à la barbarie la plus crue du capitalisme.

En écrivant au sujet de l'Angleterre en 1924, Trotsky expliquait ce qui s'était passé au cours de la Première Guerre mondiale :

« Il ne faut pas oublier que la conscience humaine, à l'échelle d'une société, est terriblement conservatrice et lente. Seuls les idéalistes imaginent que le monde est mû par l'initiative de la pensée. En réalité, les pensées d'une société ou d'une classe n'avancent pas d'un pas, sauf quand elles sont dans l'extrême besoin de le faire. Partout où c'est possible, les vieilles idées sont adaptées aux nouveaux faits. C'est être franc que de dire que les classes et les gens n'ont pas, jusqu'ici, fait preuve d'initiative décisive, à l'exception des moments où l'histoire les a frappés. Si les choses avaient été différentes, la population aurait-elle permis le déroulement de la guerre impérialiste ? La guerre s'approchait de chacun, comme deux trains lancés face à face sur les mêmes rails. Mais les gens sont demeurés silencieux, ont regardé, attendu, ont continué leur vie quotidienne, conservatrice. Les terribles bouleversements de la guerre impérialiste étaient nécessaires pour que les consciences changent, ainsi que la vie sociale. Les travailleurs de Russie ont renversé les Romanov et la bourgeoisie, et ont pris le pouvoir. En Allemagne, les travailleurs se sont déba-

trassés des Hohenzollern, mais se sont arrêtés à mi-chemin... La guerre était nécessaire pour que ces changements aient lieu, la guerre, avec ces dizaines de millions de morts, de blessés, de mutilés... Quelle preuve flagrante de la lenteur et du caractère conservateur de la pensée humaine, qui s'accroche obstinément au passé, à tout ce qui lui est connu, familier, ancestral – jusqu'à l'apparition du prochain fléau. »

Nous voyons déjà maintenant les premières étapes de ce processus. En Iran, la colère révolutionnaire est partout. Un tweet montre toute l'exaspération des Iraniens : « Mon grand-oncle est mort il y a deux jours à cause du coronavirus. Depuis ses 7 ans, à la mort de son père, jusqu'à ses 77 ans, il a travaillé. Au moment de la crise qui s'est répandu depuis Qom, il n'a pas pu rester chez lui, car il a dû choisir entre le pain et sa vie. C'est la plus amère de mes pensées. »

Oui, c'est une pensée très amère, semblable à celles qui traversent l'esprit de millions d'autres personnes. Des milliers meurent pour rien, si ce n'est pour l'avidité et l'incompétence de la classe dirigeante. La peur du virus est la seule chose qui retienne encore le mouvement. Mais cela ne fait que le différer. Une fois la poussière retombée, les masses se mettront de nouveau en mouvement.

En Equateur, Lenin Moreno a introduit un paquet de mesures d'austérité pour combattre la crise. Cela mènera à de nouveaux soulèvements, quelques mois seulement après le presque renversement du gouvernement par un mouvement de masse. A travers la péninsule arabe, la Révolution Arabe n'a été stoppée que par une augmentation des dépenses sociales. Mais avec la chute des prix du pétrole, ceci n'est pas tenable, et l'austérité sera de nouveau à l'ordre du jour. En Chine, les experts ont indiqué qu'une croissance du PIB de 6 % par an était nécessaire pour empêcher des troubles sociaux. Ces chiffres appartiennent désormais au passé.

En Italie, un état d'esprit similaire se développe. En particulier parmi ceux qui sont sur le front – les docteurs, les infirmières et les autres travailleurs de la santé qui sont surmenés et qui doivent pallier le manque de ressources allouées par les autorités. Pour l'instant, ils ne peuvent pas bouger à cause du fardeau qui pèse sur leurs épaules. Mais ils n'oublieront pas ce qu'ils ont vu. Dès qu'elles pourront souffler, ces couches passeront à l'offensive.

Les pays capitalistes avancés ne seront pas épargnés. Les masses entrent en crise, non pas après une période de croissan-

ce ou de prospérité, mais après plus de 10 ans d'austérité et d'attaques suite à la crise de 2008. La confiance dans les autorités et l'establishment est déjà au plus bas. Les phénomènes d'accumulation de provisions et de désobéissance aux mesures de sécurité dans certaines zones en sont des preuves. Par-dessus tout, au lieu de revenir à des niveaux de vie antérieurs à ceux de 2008, les masses seront frappées par un chômage et une pauvreté encore jamais vus après-guerre. Cela les poussera sur le chemin de la lutte.

Au cours de cette bataille, la classe des travailleurs se transformera, et avec elle, sa direction et ses organisations. Dans ce processus, de nombreuses opportunités s'offriront aux marxistes pour gagner une nouvelle audience à leurs idées, en premier lieu parmi les couches avancées, et ensuite, parmi la masse des travailleurs. Nos idées sont les seules à pouvoir expliquer les événements qui ont lieu actuellement.

A chaque niveau, le désastre auquel nous faisons face est un produit du système capitaliste, de la destruction de l'environnement (menant à une augmentation des épidémies) à l'industrie pharmaceutique pourrie (qui n'investit dans de nouveaux médicaments que s'ils peuvent apporter du profit), aux systèmes de santé qui ont tellement été soumis à des années d'austérité, de privatisations et de sous-traitance qu'ils ne peuvent plus encaisser des changements brusques. En outre, la classe dirigeante – et ses laquais – s'est montrée totalement incapable de construire des défenses contre la maladie. A chaque étape, leurs hésitations à sacrifier le moindre de leurs profits ont permis à l'épidémie de s'étendre. Sous prétexte de répondre à la pandémie, ils vont essayer d'en faire payer les coûts (et ceux de la crise financière) aux travailleurs.

L'environnement est dans un état pitoyable, avec un nombre sans précédent d'inondations et de sécheresses, ainsi que des nuages de criquets qui menacent l'habitat de dizaines de millions d'êtres humains. Les guerres et guerres civiles ravagent l'Afrique et le Moyen-Orient. Les unes après les autres, des catastrophes frappent notre planète. Il ne s'agit pas d'une renaissance, mais de la mort d'un système qui est devenu une entrave pour l'humanité. Le choix entre socialisme et barbarie ne saurait être plus clair. Le capitalisme, c'est l'horreur sans fin. Mais au milieu de cette horreur, ce système nourrit son propre fossoyeur : les travailleurs, qui entraîneront dans leur sillage les pauvres et les opprimés. Une fois en mouvement, aucune force sur la planète ne pourra les arrêter.

Le coronavirus met à nu le mythe de l'unité européenne

Josh Holroyd

Depuis qu'elle est devenue l'épicentre de la pandémie du coronavirus, l'Europe est maintenant confrontée à sa plus grave crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Tous les piliers de la soi-disant « intégration européenne » commencent à s'écrouler sous cette pression.

Au moment précis où la solidarité et la coordination internationale sont des plus nécessaires, les états européens ferment leurs frontières et refusent d'apporter leur aide, tandis que la récession qui s'annonce laisse entrevoir la perspective d'une rupture non seulement de l'euro, mais aussi de l'Union européenne telle que nous la connaissons.

FERMETURE DES FRONTIÈRES

La liberté de circulation à la fois vers et à l'intérieur de l'espace « Schengen » a été suspendue, mais pas à la suite d'une intervention coordonnée de l'UE. Avant même que la Commission européenne ne ferme les frontières extérieures de la zone euro le 17 mars, de nombreux gouvernements européens avaient déjà décidé unilatéralement de fermer leurs frontières nationales, empêchant même l'entrée depuis les autres états membres. Dès le 13 mars, la République tchèque avait annoncé qu'elle fermerait ses frontières et, au moment de la rédaction de cet article, 21 des 26 états membres de l'espace Schengen ont fermé la leur, dont l'Allemagne, l'Italie et la France. Il s'agit d'une mesure tout à fait inédite ; même au plus fort de la crise des migrants de 2015, les restrictions de circulation dans l'espace Schengen étaient rares et de très courte durée.

La gravité de cette crise qui, dans les faits, a supprimé la libre circulation des personnes, a été minimisée comme étant une mesure d'urgence temporaire. Mais il convient de rappeler les paroles que Jean-Claude Juncker – commissaire européen – a prononcées au milieu de la crise des migrants :

« Moins de Schengen signifie moins d'emplois, moins de croissance économique. Sans Schengen, sans la libre circulation des travailleurs, sans la liberté de se déplacer pour les citoyens européens, l'euro perd tout son sens. »



Aucune date n'a été fixée pour la réouverture des frontières nationales et la Commission européenne n'a pas le dernier mot sur le sujet ; elle ne peut qu'exprimer son opinion sur les mesures prises par les gouvernements de l'UE. Cela signifie que le sort de la libre circulation en Europe, ainsi que celui de l'euro et du marché unique, repose entre les mains de 26 nations, toutes se démenant pour assurer leurs propres intérêts, sous la pression constante des tendances nationalistes et protectionnistes dans leur pays.

Compte tenu de la durée prévue de la pandémie et des terribles conséquences qu'elle commence déjà à avoir, les chances d'un retour rapide et ordonné au statu quo semblent extrêmement faibles. Il faudrait qu'un petit groupe refuse de réintroduire la pleine liberté de circulation avec le reste de l'Union pour que Schengen n'existe plus. Rien que cela pourrait être une menace existentielle pour l'UE.

FERMETURE DU MARCHÉ

La libre circulation des personnes n'est pas la seule des fameuses « Quatre Libertés » menacées depuis l'arrivée du coronavirus. La libre circulation des marchandises a peut-être été perturbée plus intensément que cette dernière. Plusieurs états membres ont imposé des restrictions sur l'exportation d'équipement médical ; l'Allemagne allant même jusqu'à bloquer l'exportation de masques, suscitant des protestations de la part des autres états membres.

Le libre-échange transfrontalier est le

fondement économique de l'Union européenne. Sans lui, il n'y a pas de marché unique. Que l'économie la plus puissante d'Europe prenne des mesures aussi évidentes pour le réduire est une indication de l'ampleur de cette crise. À l'avenir, cela conduira également au développement de mesures protectionnistes dans l'ensemble du bloc commercial, car les plus petits états vont chercher à protéger leurs propres intérêts avant tout.

On pourrait se demander s'il existe encore une Union européenne, étant donné que ses principes fondamentaux ont, dans les faits, été abolis. Mais cela reviendrait à ne pas prendre en compte une part essentielle de la nature de l'UE. En réalité, l'UE ne se montre pas fidèle à ses règles, que l'on peut contourner ou enfreindre au bon vouloir des principales puissances économiques. Elle n'est pas non plus fidèle à ses institutions. En fin de compte, l'UE n'est qu'un accord entre les puissances de l'Europe pour créer une union servant au mieux leurs intérêts communs. Mais face à une crise de cette ampleur, cet accord a déjà commencé à se déliter.

SOLIDARITÉ

Le conflit croissant au sein de l'UE a semé la panique chez les représentants les plus clairvoyants du capitalisme européen, soulevant un chœur d'appels à « l'unité » et à la « solidarité » dans l'ensemble de l'UE. Le comité de rédaction du Financial Times a même publié un communiqué plaidant auprès des dirigeants européens pour qu'ils « parlent et agissent d'une seule voix », en expliquant que « sans coopération ni répartition des charges,

les principes d'une union toujours plus réduite n'ont aucun sens ».

Il semble qu'en cas de crise – et ce ne serait pas la première fois –, la « solidarité » européenne soit encore plus inaccessible que les respirateurs et les masques médicaux ; comme le peuple italien l'a récemment découvert. Aujourd'hui, c'est l'Italie qui a été la plus touchée par le coronavirus, avec à ce jour plus de 5000 morts confirmés [plus de 11 000 au 30 mars, NDT]. Peinant à maintenir un service de santé débordé, les autorités italiennes ont lancé un appel au reste de l'UE pour obtenir du matériel médical dès février. Pas un seul pays européen n'a répondu à l'appel. Avec de tels amis, qui a besoin d'ennemis ?

En fin de compte, ce n'est pas l'Allemagne ni la France, mais la Chine qui est venue en aide à l'Italie, en faisant parvenir un avion rempli d'experts médicaux et 31 tonnes de fournitures, y compris des équipements de protection – ni plus ni moins que ce que l'état allemand avait empêché de faire passer au-delà de ses frontières. Le fait que la Chine soit capable d'intervenir de cette manière démontre non seulement le déclin infamant du capitalisme européen, mais aussi la division croissante entre les états riches du nord de l'Europe et des pays comme l'Italie, qui se rapprochent de plus en plus de la Chine.

L'Italie n'est pas non plus le seul pays européen à se tourner vers la Chine durant cette crise. Le président serbe, dont le pays négociait l'entrée dans l'UE depuis 2009, a récemment fait une déclaration stupéfiante dans laquelle il condamnait l'Europe pour avoir refusé d'exporter des fournitures médicales et déclarait : « La solidarité européenne n'existe pas. C'est un conte de fées. [...] Seule la République populaire de Chine peut nous aider dans cette situation, et j'ai écrit une lettre au président Xi Jinping dans laquelle j'ai demandé de l'aide »

pourtant, ce n'est que le début de la crise. Alors que la situation désastreuse de l'Italie se reproduit sur tout le continent, les forces centrifuges au cœur du projet européen risquent de causer une scission. Même aujourd'hui, on ne peut pas exclure complètement que, sous la pression des événements, l'UE puisse se diviser. Mais les dirigeants de l'Europe, plus particulièrement les capitalistes de France et d'Allemagne, feront de grands efforts pour éviter que cela ne se produise. Toutefois, ce qu'ils ne peuvent pas empêcher, c'est le marasme à venir qui pèsera sur l'économie européenne et l'euro avec elle.



CRISE ÉCONOMIQUE

À mesure que le virus s'est propagé, l'activité économique mondiale s'est mise à l'arrêt. Les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées et la demande s'est effondrée, alors que de plus en plus de pays prennent des mesures de distanciation sociale pour lutter contre le virus.

L'Europe est entraînée dans une profonde récession. L'Indice des Directeurs d'Achats européen, qui trace les conditions du marché, est tombé à son plus bas niveau depuis sa création en 1998. Goldman Sachs a estimé que l'économie de la région diminuera de 11 % (ce qui représente une chute vertigineuse) au prochain trimestre.

Face à l'effondrement économique, les états ont mis en place d'énormes plans de relance, selon le modèle keynésien, dans l'espoir de soulager, au moins, les pires effets de la crise. La France a annoncé un « plan de sauvetage » de 45 milliards d'euros, tandis que l'Italie prévoit d'augmenter ses dépenses de 25 milliards d'euros. Même le gouvernement allemand, habituellement si économe, a annoncé 150 milliards d'euros d'emprunts supplémentaires pour tenter de lutter contre la crise.

La combinaison d'une augmentation rapide des dépenses publiques, d'une baisse du PIB et des recettes fiscales aura un impact énorme sur les finances des états de l'UE, déjà sévèrement endettés. Selon une estimation de Capital Economics, les déficits budgétaires augmenteront de 10 à 15 % dans toute la région, faisant cra-

indre une répétition de la crise de la dette souveraine de la zone euro en 2009, qui avait failli voir la Grèce quitter l'euro.

Cette fois-ci, cependant, l'épicentre de la crise n'est pas la Grèce, mais l'Italie, la troisième économie européenne et un membre fondateur de l'UE. Les rendements obligataires italiens avaient commencé à augmenter début mars. Si rien n'avait été fait, cela aurait pu coûter si cher à l'Italie d'emprunter de l'argent qu'elle n'aurait pas été en mesure de maintenir sa dette existante de 2 060 milliards d'euros, sans parler d'emprunter davantage.

Avec cette perspective désastreuse à l'esprit, la Banque Centrale Européenne (BCE) a annoncé un programme d'achat d'obligations de 750 milliards d'euros, destiné à réduire le coût d'emprunt des états membres en difficulté, et à stabiliser la monnaie commune. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, changeant spectaculairement de position – précédemment belliciste – a annoncé qu'il n'y a « aucune limite à notre engagement à l'euro ». Mais aucune mesure de relance de la BCE, aussi forte soit-elle, ne suffira à sauver l'euro de la crise à venir.

DE NOUVELLES ATTAQUES

Aucun des problèmes de fond du système, révélés par la crise de 2009, n'ont été résolus après plus d'une décennie de « redressement ». En réalité, la plupart des états européens sont accablés de dettes toujours plus lourdes. En 2009, la dette publique italienne s'élevait à 116,6 % du PIB ; en 2018, elle était de 134,8 %. On estime que cette crise pourrait ajouter 20 à 50 points supplémentaires au ratio dette/PIB de l'Italie, ce qui l'amènerait au niveau de la Grèce.

Il n'est encore question que de la dette publique. La dette des entreprises privées a grimpé en flèche depuis 2009, les entreprises étant devenues dépendantes au crédit à taux réduit employé pour sortir la zone euro de la dernière crise. En fin de compte, l'achat d'une dette supplémentaire – ce qui est tout ce que le programme de la BCE promet – ne pourrait au mieux que retarder une crise encore plus profonde, et pas de nous en affranchir.

En outre, la récession mondiale à venir frappera probablement l'Europe encore plus durement qu'en 2008/09. L'Allemagne, de loin l'économie la plus forte d'Europe, est sortie relativement indemne de la dernière crise, portée par sa puissante économie d'exportation. Maintenant, cette force s'est transformée en son contraire – l'industrie manufacturière étant en chute libre depuis des

mois – avant même que l'épidémie n'ait commencé.

En Allemagne, au beau milieu de la crise la plus forte depuis la Seconde Guerre mondiale, la classe dirigeante ne sera pas disposée à financer une extension illimitée du crédit bon marché aux économies plus faibles du sud de l'Europe. Tout comme en 2009, les capitalistes allemands – et autres capitalistes du Nord – se lamenteront de devoir payer les dettes de ces « paresseux » d'Italiens, de Grecs, de Portugais, etc. En fait, ce discours haineux sera encore plus intense dans le climat actuel, avec les chrétiens-démocrates allemands en crise et sous la pression du parti nationaliste AfD (Alternative pour l'Allemagne).

Comme toutes les autres institutions européennes, la zone euro a – dans les faits – interrompu ses propres règles, permettant une « flexibilité maximale » quant à ses règles budgétaires, de façon à ce que les états membres puissent réagir au coronavirus. Mais ce ne sont que des mesures temporaires. A un certain stade, pas si éloigné, les travailleurs italiens devront payer pour la « générosité » douteuse dont les banquiers auront fait preuve durant cette crise.

Afin de ramener son déficit budgétaire aux 3 % requis, le gouvernement italien devra procéder à de nouvelles coupes dans le service public et à des remises en cause des conditions de travail, alors que la population est sous le choc du coronavirus. Il en résultera une crise sociale et politique qui pourrait marquer la fin de l'euro.

Un sondage italien, réalisé les 12 et 13 mars, montre que plus des deux tiers des Italiens pensent désormais que l'appartenance à l'UE est « désavantageuse », contre 47 % en novembre 2018. Si, après avoir été abandonnés en pleine détresse, les travailleurs italiens sont alors contraints de payer la facture de la crise, l'« It-exit » deviendra presque inévitable. Cela signifierait la fin de l'UE telle que nous la connaissons.

POUR UNE EUROPE SOCIALISTE

Le fait que toutes ces crises se produisent exactement au même moment n'est pas simplement un effet secondaire du coronavirus. Dans l'ensemble, cette crise révèle les contradictions implicites du projet européen. Ce à quoi nous assistons, c'est une nouvelle phase dans la détérioration de l'UE, qui poursuit la même trajectoire

depuis de nombreuses années.

Contrairement aux préjugés des libéraux, l'unification de l'Europe sur une base capitaliste n'est ni possible ni progressiste. En temps de crise du capitalisme, il est inévitable que chaque Etat-nation cherche à protéger ses propres intérêts, au détriment de tous les autres. Aujourd'hui, nous le constatons avec la véritable mascarade qu'est « l'unité » européenne, confrontée à une crise humanitaire et économique qui coûtera des centaines de milliers de vies et détruira des millions d'existences.

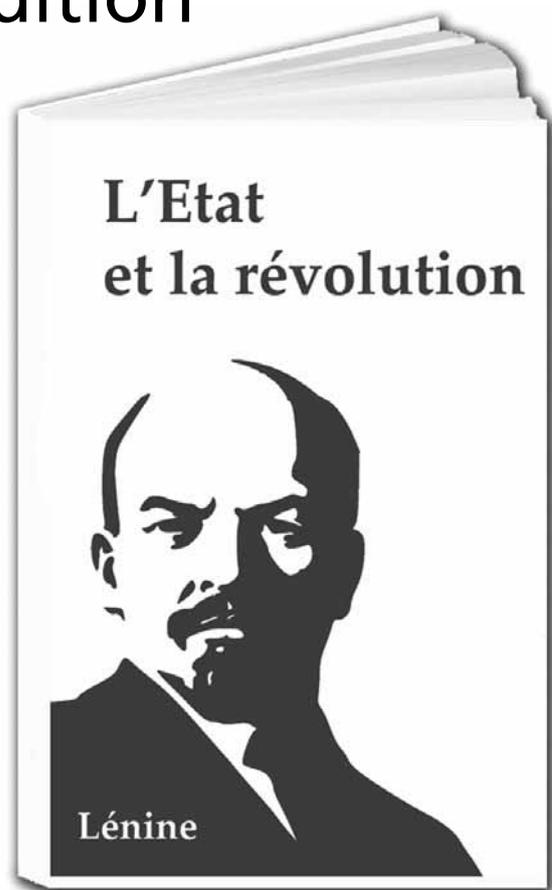
L'avenir de l'humanité exige que nous trouvions une alternative à cette horreur sans fin. Les ressources et la technologie de l'Europe pourraient être immédiatement mobilisées pour faire face à la crise sanitaire et subvenir aux besoins de sa population et du reste du monde, si les chaînes de production et de distribution étaient planifiées sur une base rationnelle et démocratique. Mais sous le capitalisme, c'est impossible, que ce soit dans un seul pays ou à l'échelle internationale. Sous le règne des banquiers, l'Europe a été ruinée. L'heure est à une Fédération socialiste des Etats européens !

L'ETAT ET LA RÉVOLUTION, de Lénine. Nouvelle édition

6 euros (plus frais de port).

Les idéologues du système capitaliste présentent l'Etat comme une institution neutre se tenant au-dessus de la société et incarnant l'intérêt général. L'Etat serait une sorte d'entité supra-historique, voire « sacrée ».

Le marxisme déchire ce voile mystique et souligne le caractère de classe de tout Etat. Il y a des milliers d'années, la dissolution du communisme primitif et l'émergence des classes sociales ont déterminé l'apparition des premières formes d'Etat. En dernière analyse, l'Etat est l'instrument de domination des classes dirigeantes sur les classes opprimées. Le marxisme analyse le rôle de l'Etat au cours de l'histoire, mais il explique également sa nécessaire « extinction » sous le socialisme. Dans *L'Etat et la révolution*, écrit en août 1917, Lénine étudie en détail cette question.



L'APPEL DE TRAVAILLEURS ITALIENS AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

Tendance Marxiste Internationale

La section italienne de la Tendance Marxiste Internationale (TMI) a lancé une campagne intitulée : Les travailleurs ne sont pas de la chair à canon ! Cette campagne exige : 1) la suspension de toute production non essentielle, avec paiement intégral des salaires ; 2) dans les entreprises et services essentiels, la mise en place de mesures de protection efficaces. A ce jour, plus de 200 délégués et militants syndicaux, en Italie, ont signé l'appel lancé par nos camarades. De nouvelles signatures arrivent quotidiennement.

Sous la pression du grand patronat italien, le gouvernement de Giuseppe Conte a autorisé un grand nombre d'entreprises non essentielles à poursuivre leur activité. Ceci affecte des millions de salariés italiens, qui sont obligés de travailler dans la promiscuité – après avoir pris des

transports publics plus ou moins bondés. Cette situation a grandement favorisé la propagation du virus dans le pays.

En réaction, de nombreuses grèves spontanées ont éclaté dans des usines, des centres d'appel et d'autres sites. Nos camarades italiens sont directement impliqués dans ces luttes. Des délégués syndicaux membres de la TMI y ont joué un rôle dirigeant.

Le 30 mars, nos camarades italiens ont organisé une réunion publique en ligne, à laquelle ont participé 250 personnes. La réunion a commencé par une intervention de Mario Lavaggi, membre de la TMI et dirigeant de la CGIL (l'équivalent de la CGT) dans le secteur de la Santé. Il a expliqué l'objectif de la campagne et la situation dramatique des travailleurs de tous les secteurs.

Tous les intervenants ont souligné le fait suivant : les directions des entreprises et des services ont systématiquement minimisé l'impact du Covid-19. Elles ont insisté pour que les salariés continuent de se rendre au travail, malgré les risques. Les intervenants ont aussi expliqué que cette situation a poussé beaucoup de travailleurs – jusqu'alors plus ou moins passifs – à comprendre la nécessité de s'organiser. Les discours des patrons sur le thème : « nous formons une grande famille, etc. », ne passent plus parmi les salariés, car il est évident que les patrons n'ont aucun égard pour leur santé.

La réunion du 30 mars a adopté un « Appel aux travailleurs du monde entier », que nous publions ci-dessous. Nous vous invitons à le signer et à le faire circuler largement autour de vous.

De travailleurs italiens aux travailleurs du monde entier

Nous sommes un groupe de militants syndicaux italiens réunis pour discuter la terrible crise qui frappe l'Italie et toute l'humanité. Nous lançons cet appel aux travailleurs du monde entier, car cette crise n'est pas un problème italien ; c'est un problème international. Le virus ne connaît pas de frontières. La crise économique non plus. Et nous pensons que notre expérience, en Italie, comporte des leçons importantes pour les travailleurs de tous les pays.

Notre gouvernement a appelé tout le monde à « rester chez soi » pour combattre la propagation du virus. Mais en réalité cette consigne ne s'appliquait pas à des millions de salariés travaillant dans des industries non essentielles. Pourquoi ? Uniquement pour garantir les profits des grands patrons de ces entreprises.

En refusant de contraindre les entreprises non essentielles à suspendre leur activité, le gouvernement a exposé au virus des millions de travailleurs et leur famille. Notre santé est sacrifiée sur l'autel du profit.

La situation est pire encore parmi les travailleurs de la Santé. Les hôpitaux sont devenus des foyers de contagion ; le personnel soignant n'a ni les équipements de protection nécessaires, ni un nombre suffisant de tests (pourtant cruciaux). Le système sanitaire s'écroule sous le poids de l'épidémie, ce qui est la conséquence de décennies de coupes budgétaires et de privatisation. Nous, travailleurs, délégués ou militants syndicaux, affirmons qu'il est temps de prendre notre destin en main.

Nous exigeons la fermeture de toutes les entreprises qui ne produisent pas des biens essentiels. Les salariés de ces entre-

prises devront toucher l'intégralité de leur salaire – aux frais de l'entreprise. Si le patron refuse, il faut organiser – partout où c'est possible – une grève, pour arrêter la production. Les grèves en Espagne, en France, aux Etats-Unis, au Canada et ailleurs montrent que les travailleurs de tous les pays comprennent la situation et refusent de sacrifier leur santé au nom du profit.

Dans toutes les entreprises en activité, des comités de travailleurs doivent être formés pour superviser la mise en œuvre de mesures de protection efficaces. Les membres de ces comités doivent être élus et révocables à tout moment. Dès qu'ils le jugent nécessaire, les travailleurs doivent pouvoir imposer l'arrêt de la production.

Les organisations syndicales doivent pleinement assumer leur responsabilité, coordonner et unifier toutes les luttes autour d'une revendication centrale : la fermeture de toutes les activités non essentielles.

Les patrons disent que s'ils ferment leur entreprise, ils vont perdre des parts de marchés dans leur pays et dans le reste du monde. Ils cherchent à nous diviser suivant des lignes nationales. Une énorme crise économique est à l'ordre du jour, et les travailleurs ne doivent pas en faire les frais. C'est pourquoi nous devons nous unir, par-delà les frontières, et coordonner les efforts des travailleurs du monde entier. Une action internationale et unifiée des travailleurs peut jeter les capitalistes sur la défensive et les contraindre à satisfaire nos revendications légitimes.

Retrouvez la pétition sur www.marxiste.be



Qui sommes-nous ?

Révolution est la publication francophone de la Tendance Marxiste Internationale en Belgique. Elle se donne comme objectif de renforcer les idées d'un véritable socialisme au sein du mouvement ouvrier et des jeunes.

Notre activité se développe tant sur le terrain des idées que sur celui des luttes menées par la jeunesse ou encore la politique suivie par les organisations du mouvement ouvrier. Pour conduire une transformation socialiste de la société. Pour cela il faut construire un mouvement marxiste au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse .

Au sein de Révolution se retrouvent des jeunes et des travailleurs qui se sont donné l'objectif de lutter pour le socialisme en Belgique (en Flandre autour de Vonk) et dans le monde entier au tour de la Tendance Marxiste Internationale (TMI). Pour nous le capitalisme est synonyme de guerre, chômage, précarité, austérité, famine et oppression pour la grande majorité de la population de la planète. C'est le prix à payer pour qu'une infime minorité de gens, les capitalistes de tous poils, continue à s'enrichir grâce au fait qu'elle détient les moyens de production.

Paradoxalement, les avancées technologiques et productives réalisées sous le capitalisme, renferment un potentiel extraordinaire pour sortir le monde de l'ornière de la misère. Mais pour réaliser cette prospérité il faut que les moyens de production cessent d'être en possession d'une minorité qui ne s'en sert qu'au seul but de faire du profit. Pour que la richesse créée ne soit plus accaparée par cette minorité, il faudra qu'elle devienne aussi une propriété collective, sociale. Il faut une planification rationnelle de l'économie qui remplacera le désordre de l'économie de marché avec son flot de

crises, de chômage, de fermetures.

Changer la société, c'est bien beau mais comment ? Toute l'histoire du mouvement ouvrier est jalonnée par cette question. En nous appuyant d'une part sur les leçons, victoires ou défaites, réussites ou échecs et d'autre part sur le marxisme, nous y répondons de la façon suivante :

- 1) rien ne se fera sans la mobilisation et la construction d'un rapport de force.
- 2) tout changement doit aller à la racine du problème.
- 3) il faut une force sociale, la classe ouvrière, pour bousculer l'ordre établi et faire advenir une autre société.

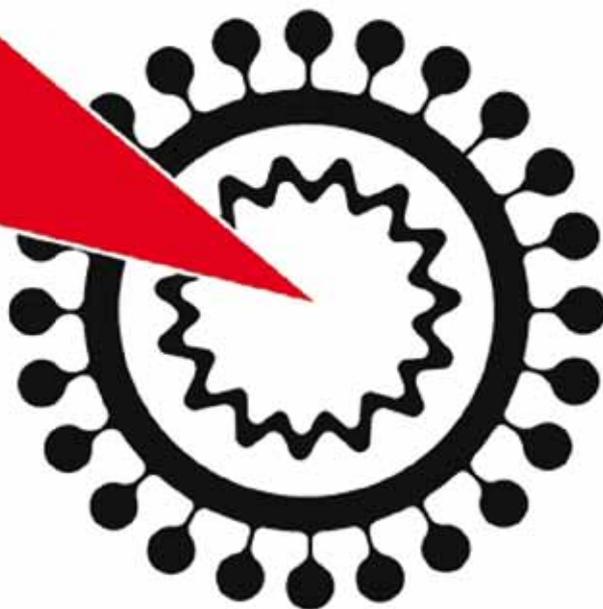
Mais alors, réforme ou révolution? Toute réforme qui est imposé par la mobilisation pour améliorer les conditions de vie du monde du travail doit être défendue. Mais aujourd'hui, en pleine crise du capitalisme, de telles réformes ne seront plus tolérées par la classe dominante et elle agira alors d'une manière telle qu'une confrontation générale ne doit plus être évitée. Toute réforme sociale doit être liée à l'idée d'une transformation totale de la société. Un gouvernement de gauche issu des urnes ou de la mobilisation devra alors pousser plus loin et aller jusqu'à enlever à la classe dominante toutes les armes qu'elle saurait utiliser. Cela n'est possible qu'en s'appuyant sur la mobilisation généralisée du monde du travail et ne saurait donc se limiter au cadre de la légalité d'un système capitaliste dont nous pensons que l'humanité doit se libérer. Nous appelons ça une révolution, ce n'est pas un gros mot ni un rêve que se passe dans les latitudes lointaines. Cette révolution doit aussi arriver chez nous.

LA SANTÉ AVANT LE PROFIT

AUCUNE CONFIANCE DANS LES GOUVERNEMENTS

PASSONS L'ADDITION AUX PATRONS !

www.marxiste.be



1. Toute la production non essentielle doit être arrêtée dans les zones affectées pour éviter la propagation de la maladie, et les travailleurs doivent recevoir une paie complète pendant toute la fermeture.
2. Partout, nous devons demander l'expropriation de toutes les institutions de santé privées. Toute l'industrie médicale et pharmaceutique doit être immédiatement nationalisée, sous contrôle ouvrier, pour venir immédiatement en aide à tous ceux qui en ont besoin.
3. Pour un refinancement massif du secteur de la santé.
4. Arrêtons le championnat du monde 'trouvons un vaccin contre le coronavirus' entre labos privés. Nationalisons tous les centres de recherche médicale. La recherche doit se faire de façon transparente et coordonnée à l'échelle mondiale pour trouver les moyens efficaces contre la coronavirus et d'autres maladies.
5. Des mesures de santé et de sécurité doivent être adoptées au travail pour tous ceux qui doivent continuer, les coûts étant portés par les entreprises. Si le patron déclare qu'il n'y a pas d'argent, il faut demander l'ouverture des livres de comptes. De telles étapes doivent être discutées et entreprises par les travailleurs eux-mêmes, sous la supervision des délégués syndicaux et des comités de travailleurs élus. S'il n'y a pas de syndicat, c'est l'occasion de commencer à organiser et à demander la reconnaissance d'une section.
6. Organisons des comités d'entraide et de solidarité dans les quartiers. Personne ne peut rester seul ou être abandonné.
7. Un contrôle strict des prix doit être imposé sur tous les biens de première nécessité. Il faut exproprier toutes les usines capables de produire du matériel d'hygiène et des équipements médicaux. Dans les quartiers des comités et les partis de gauche doivent assurer le contrôle des prix et empêcher le développement du marché noir.
8. Toutes les expulsions et saisies doivent être bloquées. Les maisons vides utilisées par les super riches pour spéculer doivent être placées sous contrôle public pour donner un logement aux sans-abris.
9. Les ressources nécessaires pour combattre la pandémie ne peuvent pas être trouvées en augmentant le déficit budgétaire ou la dette nationale, ce qui serait payé plus tard par les travailleurs, avec des politiques d'austérité. Il faut introduire immédiatement une taxe sur les grandes entreprises. Il faut également appeler à la nationalisation des banques pour rediriger les ressources selon les besoins, fournir des fonds aux ménages, aux petites entreprises, et aux secteurs affectés par les fermetures.
10. Les industries menacées de faillite doivent être nationalisées et mises sous le contrôle de la classe ouvrière, pour protéger les emplois et les travailleurs. Les richesses paralysées par les monopoles doivent être expropriées pour financer les mesures d'urgenc.
11. Le gouvernement d'union nationale est une tromperie. Nous n'avons pas les mêmes intérêts que les riches et leurs partis politiques. Tous ces partis qui soutiennent l'union nationale veulent faire payer le prix de cette crise par les travailleurs et les allocataires sociaux. Nous avons besoin